

Noces vaudoises

Le mariage fait un carton avec le retour à la normale

L'état civil et les pros du secteur assistent à un bond des unions. Beaucoup ont été reportées à cause des restrictions sanitaires.

Claude Bédà

«Tout le monde veut se marier en 2022», relatent en chœur les professionnels de la branche. Le mariage est à nouveau à la noce. Les chiffres de l'état civil confirment ce boom: en cette mi-février marquée par la fin de la pandémie, on compte près de 1100 unions dont la date de cérémonie est d'ores et déjà fixée cette année, sans compter celles directement enregistrées par l'état civil. À titre de comparaison, le nombre total de mariages et de partenariats célébrés durant toute l'année 2019 s'élevait à 2746, à 2131 en 2020 et à 2233 en 2021.

«Cette forte demande pour les unions (mariages et partenariats) est due au report de nombreux mariages prévus en 2020 et 2021 à cause des contraintes sanitaires», explique Frédéric Rouyard, porte-parole du Service de la population (SPOP). Beaucoup de couples ont préféré différer leur union à cette année. Statisticienne à l'État de Vaud, Léna Pasche acquiesce: «En raison de l'énorme chute des unions (baisse de 21% en 2020 par rapport à 2019), nous nous attendons à un rattrapage, qui pourrait se prolonger en 2023.»

Trois mois d'attente

Flairant un proche retour à la normale, 680 couples vaudois avaient déjà transmis leurs dossiers à l'état civil à fin janvier. Tous ne se marieront toutefois pas avant fin décembre. Et doivent envisager une date l'an prochain: «Cette année 2022 ne compte pas plus de jours que les autres, sourit Frédéric Rouyard. Aujourd'hui, il faut compter environ trois mois pour pouvoir fixer un rendez-vous de préparation au mariage. Les délais sont un peu plus courts pour les couples qui attendent un enfant, considérés comme prioritaires.» À ce jour, les salles de mariage vaudoises ne sont néanmoins pas encore toutes réservées. Leur occupation varie selon les régions.

À la boutique La Mariée à Lausanne, Isabel Mueller fait le



Isabel Alcantara, organisatrice de mariages, dans la boutique La Mariée à Lausanne, spécialisée dans la création de robes de mariée et d'accessoires pour future mariée.

PATRICK MARTIN

«Ces mariages reportés occupent notre agenda cette année et nous posent des problèmes financiers.»

Isabel Alcantara, directrice de la société Un mariage de rêve

même constat: «Beaucoup de mes clientes ont préféré différer leur cérémonie prévue en 2020 ou 2021 afin de mettre sur pied une belle célébration cette année. Ce qui n'a pas affecté nos activités. Car nous avons pu continuer à travailler tout le temps, même si nous subissons des retards dans la livraison des four-

nitures. Mais les délais de création d'une robe se sont rallongés.»

Complicé à l'agenda

Ce report des noces des deux ans passés ne fait pas les affaires d'autres professionnels actifs dans le secteur, musiciens, photographes ou encore traiteurs. Directrice de la société Un mariage de rêve à Lausanne, Isabel Alcantara, organisatrice de noces, explique: «J'ai été payée en 2020 ou en 2021 pour des prestations qui n'ont pas pu avoir lieu à l'époque. Mais elles occupent désormais mon agenda et mes créneaux de cette année. Ce qui restreint mes plages pour organiser de nouveaux mariages. Et me pose donc des problèmes financiers. Sans compter que ces reports génèrent des surcoûts que nous sommes désormais contraints de facturer aux clients. Toutes les professions

appelées à travailler le jour du mariage sont touchées par cette problématique. Des traiteurs ont particulièrement souffert, ayant parfois déjà commandé la nourriture, avant que le mariage ne soit déplacé.»

«Concentration pour 2022»

Même son de cloche chez Suissevents à Sion, agence d'événementiel active dans l'organisation de mariage: «Je suis confronté à une concentration de demandes pour 2022, relève Stéphane Bengler, directeur. En revanche, j'en ai beaucoup moins pour 2023.»

«L'année en cours est complètement surchargée, réagit en écho Sarah-Elody Giarrusso, directrice de l'entreprise Elorah Wedding Planner à Saint-Légier. Pour ma part, j'ai quand même pu me marier mercredi, après quatre mois d'attente.»

Le PS veut des toilettes non genrées dans les écoles

Lausanne

Un élu demande à la Ville de prévoir des aménagements adaptés aux personnes non binaires et trans lorsqu'elle rénove ou construit un site scolaire. Ce sera le cas.

Le Parti socialiste lausannois aimerait que les toilettes et les vestiaires des bâtiments communaux «ne constituent plus un obstacle pour les personnes non binaires et trans». La Ville doit réfléchir à des aménagements inclusifs dans les lieux accueillant du public, explique le conseiller communal Samuel de Vargas dans un postulat.

Alors que le municipal PLR Pierre-Antoine Hildbrand a présenté, fin 2021, un vaste «plan stratégique en faveur des personnes LGBTQ+», qui prévoit de «favoriser les infrastructures inclusives», le présent postulat cible en particulier les établissements scolaires.

«Le plan stratégique qui sera bientôt débattu au Conseil communal prouve que la Municipalité est active, mais il y a encore une grande hétérogénéité dans la prise en compte de ces enjeux au sein des écoles, juge Samuel de Vargas. L'enfance et la préadolescence sont des périodes déterminantes en termes d'inclusion. Chaque personne doit se sentir acceptée et trouver sa place dans la société.» L'élu demande notamment une signalétique, des toilettes et des vestiaires non genrés.

«L'idée n'est pas de tout mettre en place du jour au lende-

main mais de rendre la réflexion systématique dans le cadre des projets de rénovation ou de construction. Des démarches isolées existent mais il faut désormais que la Ville soit proactive», souligne Samuel de Vargas. Pour appuyer les établissements, le Canton vient justement de définir des principes d'accompagnement des élèves trans et non binaires.

À Lausanne, le municipal David Payot confirme que «la volonté est d'avoir des infrastructures sans différence de genre». Les aménagements verront le jour «en coordination avec d'autres travaux et les opportunités seront nombreuses puisqu'une grande majorité des établissements scolaires seront concernés dans les dix prochaines années.»

Déjà trois projets

Trois projets sont déjà concrétisés ou envisagés à Saint-Roch, Églantine et aux Plaines-du-Loup, liste David Payot. «Ce sont des nouveautés et leur organisation doit parfois encore être validée avec les responsables scolaires et les usagers des bâtiments, élèves et enseignants. Les infrastructures ne font pas tout, elles doivent s'intégrer dans une vision plus globale, en lien avec les pratiques de chacune et chacun.»

Plutôt que d'avoir des espaces distincts pour hommes, femmes, non binaires et trans, le municipal préfère la neutralité partout: «Je suis pour un ensemble de locaux qui s'adressent à tout le monde plutôt que de multiplier les catégories.»

Romarc Haddou

Les Jeunes PLR sont à la recherche de bonnes idées

Élections cantonales

Un site web permet à la population de soumettre ses propositions, dont s'empareront les candidats du parti.

Les Jeunes libéraux-radicaux vaudois (JLRV) partent à la chasse aux nouvelles idées. Ils ont lancé un site web pour permettre à la population de transmettre des propositions, dont certaines pourraient ensuite être portées devant le Grand Conseil.

Cette plateforme d'échanges - vaudpropositions.ch - vise à «interagir au plus proche» de la population vaudoise. Et notamment auprès des personnes qui ne sont pas actives en politique, a indiqué jeudi le président des

JLRV, Maxime Meier. Toutes les idées sont les bienvenues. Elles sont traitées par les candidats des JLRV au Grand Conseil qui, si nécessaire, prendront contact avec l'auteur de la proposition pour affiner son idée. Il reviendra ensuite aux futurs élus des JLRV de choisir «une ou plusieurs propositions» et de les défendre devant le parlement vaudois.

Pour les élections cantonales du 20 mars, les jeunes PLR lancent quinze candidats pour le Grand Conseil, un peu plus qu'il y a cinq ans. Maxime Meier a dit espérer une «nouvelle vague bleue» après les élections communales de 2021, qui a vu les JLRV devenir «la première jeunesse de parti» du canton avec une trentaine d'élus dans les Conseils communaux et cinq autres dans des Municipalités. **ATS**

Une déléguée pour les LGBTIQ au Canton

Nomination

Catherine Fussinger devra favoriser l'inclusion des minorités sexuelles et de genre dans la société et l'administration.



Catherine Fussinger, déléguée au Canton pour les questions LGBTIQ

Le Canton de Vaud a nommé une déléguée cantonale pour les questions LGBTIQ (sigle désignant les personnes homosexuelles, bisexuelles, trans, intersexes ou queers). Pour occuper ce nouveau poste, il a porté son choix sur Catherine Fussinger, actuellement responsable de recherche à l'Institut des humanités en médecine

au CHUV. Catherine Fussinger est aussi coprésidente suisse de l'Association faitière Familles arc-en-ciel, un poste qu'elle va quitter avant de rejoindre l'État de Vaud. Elle entrera en fonction au sein du Département des infrastructures et des ressources humaines (DIRH), en mains de Nuria Gorrite, de manière progressive dès

mars et pleinement à partir du 1^{er} mai.

La nouvelle déléguée devra notamment élaborer une stratégie pour permettre «une meilleure inclusion des personnes LGBTIQ dans l'Administration cantonale et plus largement dans la société», a expliqué jeudi le Canton dans un communiqué.

Elle travaillera en coordination avec les entités départementales déjà existantes, par exemple la déléguée départementale aux questions d'homophobie et de transphobie du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). **ATS**

PUBLICITÉ

HIRSLANDEN
CLINIQUE BOIS-CERF

LE DOCTEUR GUY MESSERLI

Spécialiste en chirurgie orthopédique et traumatologie de l'appareil locomoteur, membre FMH

a le plaisir de vous faire part de son installation en pratique privée ainsi que de sa collaboration avec la Clinique Bois-Cerf.

Adresse du cabinet :
Avenue du Servan 10, 1006 Lausanne
T 021 921 32 21, dr.messerli@smcc.ch